

**COMPTES-RENDUS
BIBLIOGRAPHIQUES**

Marie-Hélène Froeschlé-Chopard, *Tourrettes-sur-Loup au XVIIIe siècle. Hérésie et scandale au village*. Préface de Jean Delumeau, Nice, Serre éd., 255 p., 74 illustrations

Depuis sa thèse sur *la religion populaire en Provence orientale au XVIIIe siècle*, dir. A. Dupront, Marie-Hélène Froeschlé-Chopard est bien connue par ses travaux d'histoire, de sociologie et d'anthropologie religieuses. Le présent ouvrage, excellemment illustré, est une passionnante étude de « micro-histoire » sur un village de Provence orientale d'où elle est originaire : double retour aux sources, elle retrouve la terre et les hommes dont elle est issue et son tout premier thème de recherches, le jansénisme (DES sur *les prêtres jansénistes dans le diocèse de Montpellier*, soutenu en Sorbonne, en 1966, sous la direction d'A. Dupront). Au cœur du livre, le procès intenté par l'officialité de Vence à J.B. Deguignes, un vicaire accusé de jansénisme : 70 pages d'annexes reproduisent l'essentiel du procès (dépositions de témoins, interrogatoire du vicaire). Elles sont complétées par des sources abondantes et diverses et une riche bibliographie. L'auteur situe son étude dans la longue durée : l'évolution démographique avec la crise du XIVE siècle ; les guerres de religion, l'implantation, modeste mais vigoureuse, du protestantisme (une cinquantaine de « nouveaux convertis » au début du XVIIIe siècle sur 1500 habitants). Naturellement, elle étudie longuement la Réforme catholique, les efforts plus ou moins fructueux pour refaçonner les fidèles, la prégnance du fonds pré-chrétien. Le début du XVIIIe siècle fut une période très difficile : Tourrettes et sa région, à la frontière des possessions du duc de Savoie, furent ravagées par les opérations militaires, après que, en 1703, le duc eût pris parti contre la France. La conjoncture économique était désastreuse, notamment après le « grand hiver » de 1709 qui tua les oliviers provençaux. Deguignes, vicaire de Tourrettes depuis trois ans, novateur liturgique et pastoral fut, sans doute, dans son procès de l'été 1709, le « bouc émissaire d'une population angoissée par la misère de plusieurs années consécutives ». Fondateur de deux congrégations mariales, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes, lecteur et diffuseur de livres pieux souvent jansénistes, J.B. Deguignes fut-il un pasteur austère qui s'efforçait de pousser ses paroissiens dans les voies de la sanctification ? Fut-il victime de la jalousie de ses confrères ? Fut-il, au contraire, un Tartuffe ensoutané, n'aspirant qu'à « culbuter » ses filles spirituelles après avoir pratiqué avec elles de douteux « jeux de mains » ? Il vécut assurément une rivalité d'hommes jeunes (33 ans) avec l'autre vicaire (qui le dénonça) pour la direction, plus ou moins platonique, des filles du lieu qui, de leur côté, se montraient jalouses de la préférence qu'on leur témoignait... Comme le note justement l'auteur, l'historien ne peut se prononcer sur la vertu ou l'imposture de Deguignes. Il est certain que sa condamnation à un an de retraite dans le séminaire diocésain (et de suspension de ses ordres) est due, en particulier, à son peu de respect de l'autorité : son curé se plaint de son insolence et c'est au vice-légat d'Avignon -et non à son évêque- que l'accusé avait demandé la permission de détenir des livres défendus. Au-delà du procès, les analyses de l'auteur éclairent l'histoire sociale et celle des mentalités et comportements collectifs d'un gros bourg provençal au début du XVIIIe siècle. Par exemple, au titre du magisme persistant, à plusieurs reprises sont évoquées des pratiques (sérieuses ou ludiques ?), en tout cas condamnées par les clercs, d'envoûtement chez les filles de la petite bourgeoisie locale (« faire les filles de Marseille »). L'appartenance à une congrégation mariale est une promotion de la femme par la religion que les mâles du lieu acceptent mal, témoin le malheureux notaire César Aussel qui « ne trouva pas son souper prêt à cause que sa femme s'était arrêtée à la congrégation ». Au demeurant, l'influence des idées jansénistes paraît très limitée à Tourrettes. En revanche, le chant de cantiques en occitan, suspect à l'évêque, est assumé par l'accusé. Les aspects linguistiques du dossier Deguignes avaient déjà attiré l'attention de Jean Eygun dans son livre sur le texte religieux occitan *Au risque de*

Babel. Prophète en son pays, l'auteur a écrit un ouvrage dont la lecture est, à la fois, un enrichissement intellectuel et un grand plaisir.

Robert Sauzet
Professeur émérite
Université François-Rabelais, Tours

Evelyne Luciani, Dominique Taddei, *Les pères fondateurs de la nation corse (1729-1733)*, Albiana, Ajaccio, 2009, 583 p.

Après le soulèvement frumentaire de communautés villageoises du Bozio et du Niolo en 1729 les *paesani* se constituèrent en *popolo* en mettant à leur tête à la demande d'abord de l'évêque d'Aleria Camillo Mari, des *principali* comme Luigi Giafféri capables de canaliser la rébellion qui éclata à Bastia dans les journées des 18, 19, 20 et 21 février 1730 contre le gouverneur génois avec des insurgés qui se recrutèrent également dans les communautés villageoises du Cap. Membre des Nobles XII il prendra l'initiative de réunir les premières *consulte* à Monte d'Olmo, à la Chiapatella de Fiumorbo en Tavagna et au couvent Saint-Antoine en Castagniccia et toute sa parentèle dont son oncle Paolo Giafféri colonel dans l'armée vénitienne. Le 17 juin 1730 le secrétaire génois Bustanzo à Madrid fait état de la demande d'un ministre du roi à une personne bien informée sur la situation de la Corse à l'égard de la Toscane, si les ports sont capables de recevoir de nombreuses embarcations, et s'interroge sur l'abondance des récoltes de céréales et d'orge, de la qualité qu'on donne aux chevaux en Corse. Il y est dit que beaucoup de ces principaux ministres ont eu des conversations à propos du titre de roi de Corse que porte le roi d'Espagne. On avait cependant pu croire un siècle auparavant qu'on s'était s'acheminé vers la création d'un marché national d'autant plus qu'à la fin de la guerre contre le duché de Savoie, Gênes attribua vers 1630 à la Corse le terme de royaume dont l'administration revenait au *Magistrato di Corsica*. La première phase de la Révolution corse se termina par la reddition, au général de l'armée autrichienne Schmettau entre le 4 mai et 11 mai 1733, des membres d'une insurrection dont la complexité tint dans l'émergence d'une nation proprement dite.

Thierry Couzin

Schor (Ralph), Mourlane (Stephane), Gastaut (Yvan), *Nice cosmopolite 1860-2010*, Editions Autrement, Paris, 2010, 219 p.

Le canevas contraignant de la périodisation et des thèmes à aborder durant l'année scolaire ne prévoit nulle part dans le bulletin officiel qu'une place soit réservée à l'enseignement de l'histoire régionale dans le secondaire. C'est dans le cadre de cette problématique qu'il faut situer la création en 1996 de la Fédération des Associations du Comté de Nice et celle d'un Département de langues et cultures régionales à la faculté des Lettres de Nice en 1999 dont le couronnement fut en l'an 2000 la désignation du niçois comme langue régionale par le ministre de la culture Catherine Trautmann et son institutionnalisation dans l'éducation nationale sanctionnée par sa présence optionnelle dans les épreuves du baccalauréat¹. Le « Comté de Nice » pour définir une entité territoriale spécifique distincte des Alpes-Maritimes tarde pourtant à l'emporter quoique la fortune du terme soit contemporaine de la création de l'*Academia Nissarda* en 1904. D'ailleurs d'aucuns lui préfèrent « pays niçois » usité par la revue *Lou Sourgentin*. « Côte d'Azur » moins fédérateur parce que trop lié lors de l'apparition du mot par Stephen Liégeard en 1887 à la villégiature de la Belle Epoque ne recouvre pas le moyen et le haut pays que le Félibrige

¹. Armanc nissart, 2006, pp. 12-17.

voyait comme le conservatoire d'une tradition linguistique particulière². En affrontant le difficile problème du cosmopolitisme le présent livre entend au contraire rattacher Nice à l'ensemble méditerranéen et participe du débat sur les rapports entre histoire et mémoire qui place l'historien de métier devant le dilemme difficile entre la responsabilité sociale et le cautionnement du pouvoir politique et médiatique³.

En 1914 150 000 touristes affluèrent à Nice alors que la ville ne comptait que 142 940 habitants. Les Niçois des milieux populaires appelaient « Anglais » tout étranger de marque autre que Français. La présence aristocratique, de la reine Victoria et des Premiers ministres britanniques, des membres de la famille impériale russe et de la noblesse allemande, était assurément la plus prodigue, mais il fallait aussi compter avec le monde des lettres, des arts et de la musique, et séjournaient dans les hôtels, villas et châteaux édifiés lors de cette Belle Epoque. Les petits métiers qui soutenaient ce tourisme étaient assurés par des Italiens qui représentaient environ 80 pour cent des étrangers vivant dans le département. L'entre-deux-guerres renouvelle la forme cosmopolite de la ville qui voit affluer, d'une part une nouvelle vague d'Italiens venus principalement du Piémont et d'Ombrie, d'autre part des exilés, Russes blancs, Arméniens, Juifs d'Europe médiane. La conscience politique des Italiens fut renforcée par l'arrivée de Mussolini au pouvoir et se scinda entre les proches du consulat et les *fuorusciti*, l'un et l'autre groupe étaient relayés par des organes de presse et bientôt dégénéra en affrontements violents qui accentuèrent le préjugé xénophobe dans l'opinion publique. Après la Libération le cosmopolitisme de la ville se caractérisa par un croisement des flux migratoires. Les Italiens s'intègrent à partir des années 1960 et ne subsistent comme forme d'altérité que par le biais du consulat d'Italie auquel était affilié l'association Dante Alighieri, de l'Association des Piémontais, du Comité des Italiens à l'étranger, d'une chambre de commerce italienne. L'émigration massive de réfugiés le plus souvent clandestins de Yougoslaves demandeurs d'asile politique fut mal perçue par la population avant de s'intégrer dans les années 1970. Après le second conflit mondial la communauté des Arméniens s'implanta mais attendit la création du complexe Barsamian en 1997 pour être représentée auprès des autorités publiques. Les rapatriés de Tunisie et du Maroc et les pieds-noirs d'Algérie surtout reçurent un accueil très favorable à Nice contrairement au 5 400 Algériens, 4 100 Tunisiens et 1 800 Marocains recensés en 1975 qui souffraient du racisme et s'installèrent d'abord aussi bien dans les logements délaissés de la vieille ville, que dans le bidonville de la Digue des Français dans la plaine du Var puis dans les HLM Pasteur, les Moulins et l'Ariane travaillant le plus souvent au noir. La sédentarisation des Gitans à Bon Voyage fut un pis-aller mal accepté. Les résultats du recensement gagnent à être corrélés avec ceux de l'échelon national qui montraient un arrêt des effectifs italiens, espagnols et portugais et au contraire une hausse du nombre de Maghrébins et d'Africains noirs dû au regroupement familial⁴. En outre les décrets permettant de limiter la main d'œuvre étrangère à l'échelle du département furent abrogés en 1981. Dans les années 1990 la fuite des capitaux provoque l'émigration de Russes volontiers prodigues en investissements. Quant au tourisme il acquit une dimension mondiale avec l'essor de l'aéroport de Nice favorisant l'acheminement des visiteurs, Italiens, Britanniques, Américains, Russes, Saoudiens, Israéliens et Japonais au plus grand bénéfice des activités hôtelières de la ville.

Les partenaires politiques nombreux, élus locaux, préfet, Conseil général, Conseil régional, intéressés au tissu urbain niçois ont favorisé les usages sociaux de la mémoire : la commémoration du centenaire de la Semeuse, le collectif des artistes installés à la halle Spada

². Sylvie De Salvador-Saban, « L'enjeu du « Comté de Nice » dans l'Europe des régions », dans *Pouvoirs et territoires dans les Etats de Savoie*, Colloque, Nice, 2010, pp. 565-574.

³. Gérard Noiriel, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine*, Paris, 1998, pp. 208-209.

⁴. Yves Lequin (dir.), *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris, 1988, p. 438.

dans le quartier Riquier, le recueil de témoignages oraux⁵. Grâce à une érudition sans faille cette contribution cosmopolite au 150^{ème} anniversaire du rattachement de Nice à la France échappe à l'historisme entendu comme l'enchevêtrement de références appartenant à des périodes différentes sous tendu par l'existence d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale sans doute parce que son fil de longue durée est celui de la tradition de l'accueil.

Thierry Couzin

Personnalités et familles du Comté de Nice. Face à l'annexion de 1860, ouvrage coordonné par Colette Bourrier-Raynaud et Olivier Vernier, ASPEAM, Nice, 2010, p. 250

L'ASPEAM, l'association pour la sauvegarde du patrimoine écrit des Alpes-Maritimes, dont on connaît l'ambition de contribuer à la valorisation des archives privées, a voulu marquer le 150^e anniversaire de l'annexion de Nice à la France. Elle l'a fait avec un ouvrage collectif, coordonné par Colette Bourrier-Reynaud et Olivier Vernier et préfacé par Ralph Schor, réunissant 22 auteurs, réputés par des recherches de qualité. Cet ouvrage entend saisir quelques personnalités et familles niçoises au moment où, en 1860, se présente l'épineux dilemme de l'annexion. L'histoire officielle ne retient que le résultat du plébiscite, le taux écrasant des *oui*. Or qu'en était-il des individus, des sentiments et des crises de conscience qu'ils ont probablement vécus ?

La démarche est originale et enrichissante : c'est bien par le biais de l'histoire des familles que l'on peut connaître les véritables réactions des Niçois face aux événements de 1860. Certes il ne s'agit pas de toutes les familles du comté, tant s'en faut, mais l'échantillon est représentatif de la société de l'époque. Nobles et roturiers, citadins et villageois parlent à travers les pages de ce livre et essaient de nous expliquer les motifs de leurs choix, complexes, contradictoires et finalement humains. Il suffit de songer à ceux accomplis par les Raybaudi de La Roquette-Saint-Martin, les Durand de La Penne, les Corporandi d'Auvare, dévoués à la maison de Savoie au point de se transporter en l'Italie – emblématique à ce propos la phrase du capitaine Louis Raybaudi de La Cainée. Claire également l'attitude en faveur de la France des Avigdor, de Septime du moins, puisque son frère semble jongler avec les patries. Pour les Alziari et les De Orestis, c'est par contre un dilemme déchirant, les uns décidant de partir, les autres préférant rester. À vrai dire, même les sentiments des Niçois demeurés sur place n'étaient pas sans nuances. Il subsistait quelque chose de la présence savoisienne absorbée au fil des siècles. Ne parlait-on pas l'italien dans la famille Fighiera, pour évoquer une appartenance culturelle ? On dirait que, au-delà de la France et de l'Italie, il y avait Nice, la petite patrie, lien de proximité dépassant tous les clivages. Borriglione enseigne.

De la lecture de ces histoires se dégage un tableau contrasté, riche d'informations, de suggestions ou de découvertes. Voilà en effet l'engagement politique de Victor Masséna, « candidat officiel » investi pour – souligne M. Ortolani – « assurer l'intégration des Alpes-Maritimes à la France et à l'Empire », les parcours surprenants de Barthélemy Leotardi et Alfred Borriglione, l'aventure originale d'Henry-Salomon Avigdor ou le drame psychologique de son frère Septime, sans négliger les artisans du plébiscite et de la francisation, de Pierre-Marie Pietri à l'évêque Sola en passant par le préfet Paulze d'Ivoy, ni les absents, tels Henri Sappia, à l'itinéraire mystérieux. Des personnalités à foison et autant des trajectoires, publiques et obscures, dont ces pages nous donnent envie d'en savoir plus.

⁵. Riadh Ben Khalifa, « Rapport sur une enquête orale concernant la population maghrébine de la Digue des Français », dans *Recherches Régionales*, 2010, 196, pp. 103-117.

Et avec les personnalités, cette œuvre collective nous permet de plonger dans le monde des « petites écoles » et rappelle que le combat pour l'apprentissage du français a demandé du temps, dans le comté *nissart* comme dans le pays grassois ; elle nous remémore le long combat des œuvres brigasques, jusqu'aux « rebondissements » des années 1960. Que dire enfin de l'article émouvant sur les sépultures, cette visite des cimetières où se retrouvent, à quelques mètres de distance, partisans et opposants de l'annexion, ceux qui, comme les De Foresta italophiles passionnés, ont voulu reposer au sein de leur terre natale.

En guise de conclusion, même symbolique, Olivier Vernier nous offre une réflexion circonstanciée sur le droit d'option, prévu par le traité du 24 mars 1860. Combien étaient ceux qui ont opté pour l'Italie ? 800, 1000 ou davantage ? En tout cas, bien plus que les *non* comptabilisés lors de la consultation des 15 et 16 avril. Son article fait le point sur ces optants, n'oubliant pas de mentionner - à juste titre - les pressions exercées sur eux par les deux camps. C'est un chapitre peu ou mal connu qui méritait que l'on s'y attarde.

En définitive, outre la signification événementielle, liée aux commémorations du 150^e anniversaire, ce livre revisite des décennies d'histoire niçoise, découvre ou redécouvre des pistes de recherche, met l'accent sur l'un des problèmes le plus débattu du XIX^e siècle, voire du XX^e. Au fond, peu importe ce que Cavour pouvait déclarer *ad usum delphini* – la raison d'État avant tout - ce n'étaient pas des critères ethnographiques ou biologiques qui déterminaient la nationalité d'un peuple, mais la volonté, le désir de vivre ensemble, « un plébiscite de tous les jours », affirmait Ernest Renan au lendemain de la guerre franco-prussienne de 1870. Des considérations tout aussi valables pour le pays niçois. Le récit de ces histoires individuelles et familiales est là pour l'attester.

Simonetta Tombaccini Villefranque

Leridon (Alain), *L'Atome hexagonal. Histoire de la relation de la France avec le nucléaire*, préface de Gérard Chastagnaret, Aléas éditeur, Lyon, 2009, 406 pages.

Alain Léridon, qui a effectué toute sa carrière comme ingénieur au Commissariat à l'Énergie atomique (CEA), publie une précieuse étude politique de l'énergie électro-nucléaire en France.

Le livre s'ouvre avec la création du CEA par le général de Gaulle le 18 octobre 1945. Tout est à construire car l'industrie nucléaire française est inexistante et les Britanniques ne souhaitent pas collaborer avec les Français. Le CEA n'emploie que 245 personnes en 1946. Mais l'influence conjuguée des savants, surtout Frédéric Joliot-Curie, et du Parti communiste alors associé au pouvoir, permet d'avancer. La pile Zoé diverge dès 1948 et l'isolement du plutonium est maîtrisé. Cependant Joliot est écarté avec ses camarades communistes et les ingénieurs acquièrent une place prépondérante. L'année 1954 marque une étape importante : tandis que Marcoule et Saclay se développent, Pierre Mendès France, président du conseil, crée la Commission supérieure des applications militaires de l'énergie nucléaire. Sans vouloir créer une force de frappe, il encourage les recherches devant déboucher sur la fabrication d'une bombe. Après Mendès France, même si les relations se révèlent difficiles entre le CEA et EDF, les efforts se poursuivent, notamment avec la mise en place de la Commission de production d'électricité d'origine nucléaire, en mai 1955.

A partir de 1958, le général de Gaulle donne une impulsion décisive et se lance ouvertement dans les applications militaires : enrichissement de l'uranium à Pierrelatte, implantation d'un centre d'études à Cadarache avec l'appui de Louis Philibert, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, loi programme de 1960, expérimentation de la bombe. Georges Pompidou, plus soucieux d'industrialisation que de grandeur, précipite les décisions dans le domaine électronucléaire : spécialisation du CEA dans la recherche, construction de réacteurs à partir de brevets américains par EDF et son directeur Marcel

Boiteux, abandon de la filière uranium naturel-gaz-graphite au profit de la filière à uranium enrichi, démarrage de Phénix. La montée en puissance de ce spectaculaire programme industriel commence à mobiliser l'opinion, les élus, les écologistes, la presse. La contestation culmine à Creys-Malville en juillet 1974.

Parvenus au pouvoir en 1981, alors que le programme nucléaire est déjà très avancé, les socialistes se montrent hésitants. Ils relancent l'extraction du charbon, ils invitent les citoyens à la maîtrise de l'énergie, ils gèlent l'ouverture de nouveaux sites nucléaires, mais ils vantent l'indépendance énergétique et poursuivent les travaux en cours : « Espérance trompée, promesses trahies », dira l'écologiste Antoine Waechter. Cependant, en 1983, le programme est ralenti pour des raisons économiques et la catastrophe de Tchernobyl ternit le prestige de l'énergie nucléaire.

Alain Léridon, de par sa formation, possède les connaissances techniques qui lui permettent de maîtriser la substance du sujet. Mais il ne livre une austère étude de science pure. Ayant fait le choix d'effectuer une analyse politique, il minore fortement la place de la théorie atomique et se comporte en historien : il a dépouillé les archives du CEA et celles des diverses instances administratives ayant eu à connaître des questions nucléaires ; il utilise aussi les débats parlementaires, les archives des départements et des communes où des usines furent implantées, la presse, les témoignages d'époque. Il en résulte un récit parfaitement informé et clair. On retiendra entre autres des développements sur les débats de mai 1968 dans les laboratoires du CEA, le rôle de certains élus locaux comme Maurice Pic, maire de Montélimar, la mise en parallèle des analyses de l'époque, comme celle de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le *Défi américain*, avec les réalités ultérieures. Cette première synthèse, sur un sujet d'importance capitale, constitue une réussite.

Ralph Schor

Gerbet (Pierre) (dir), Bossuat (Gérard), Grosbois (Thierry) et (Alii), *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, préface d'Elie Barnavi, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2009, 1211 pages.

La construction de l'Europe constitue un chantier permanent dont les structures apparaissent très complexes. Il se révèle quasiment impossible de comprendre la situation actuelle sans se référer à la genèse du rassemblement continental. Aussi les auteurs se sont-ils délibérément placés dans une perspective historique, illustrée, entre autres, par une notice sur les « Précurseurs de l'Europe unie ». Le lecteur verra pourquoi, selon l'heureuse formule d'Elie Barnavi, « l'Europe est restée un géant économique aux pieds d'argile politiques ».

L'ouvrage se présente comme un dictionnaire alphabétique qui s'ouvre sur l'« Acte unique » et se termine par « Zone européenne de libre échange ». Les rubriques portent sur les hommes, intellectuels, militants, acteurs politiques, qui ont travaillé à l'organisation de l'Europe. A côté des grands noms, Briand, Monnet, Schuman... on trouvera bien d'autres personnalités moins connues du grand public comme Bech, Beyen, Rettinger, Stikker... Les grandes familles de pensée, communistes, socialistes, écologistes, extrême droite... sont passées en revue et leurs idées sur la construction de l'Europe analysées. On trouvera des entrées sur les mouvements européens et les groupes de pression. Les auteurs ont également accordé une grande attention aux Etats, y compris le Vatican, et à leurs vues sur l'unité du vieux continent. De nombreuses notices étudient les institutions et groupements, y compris la « Confédération européenne des syndicats » et le « Conseil des communes et régions d'Europe », leur naissance, leur organisation, leur fonctionnement. Les traités et les politiques, depuis la « Politique agricole commune » jusqu'aux « Politiques structurelles » inspirent des développements nourris. La dimension culturelle, illustrée notamment par des

rubriques comme « Centre européen de la culture », « Ecrivains », « Education », est bien représentée. Les « Femmes » n'ont pas été oubliées.

Ce dictionnaire est une réussite grâce à la richesse de l'information, l'ampleur des notices, l'intelligence et la nuance du propos, qualités évidentes dans des entrées délicates à rédiger comme « Identité européenne ». Des corrélats permettent de circuler commodément dans l'ouvrage, même si la notice « Migrations » renvoie à une notice « Minorités » absente du livre (p. 664). Une chronologie, des bibliographies, un index complètent l'analyse. Cet ouvrage n'est pas seulement utile, il est nécessaire à tout enseignant et à tout journaliste appelé à parler de l'Europe, nécessaire à tout citoyen qui veut comprendre dans quel cadre il vit.

Ralph Schor

Cabanes (Bruno) et Piketty (Guillaume) (dir), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Tallandier, Paris, 2009, 316 pages.

L'histoire culturelle gagne sans cesse de nouveaux territoires. C'est le cas avec l'ouvrage collectif coordonné par Bruno Cabanes et Guillaume Piketty, consacré au retour à l'intime après les deux guerres mondiales. L'intime est défini comme l'espace où les individus construisent leur image propre, en articulation avec les lieux de vie, les rapports familiaux, les autoreprésentations, les gestes, les objets personnels...

Les guerres étant synonymes de destructions et de bouleversements, le retour à l'intime s'opère d'abord au moyen de reconstructions. Reconstruction d'abord du cadre de vie. Les habitants de Munich, dont 45% des bâtiments sont anéantis, vivent dans des conditions extrêmement précaires qui engendrent des sentiments hostiles contre les étrangers jugés mieux traités. La reconstruction des familles se révèle délicate : arrivée d'un père méconnaissable ou inconnu des enfants les plus jeunes, modification de l'équilibre fragile établi en son absence, reprise de la vie de couple, réadaptation difficile d'un homme éprouvé par le combat ou la captivité, prise de conscience d'une femme qui déclare : « J'ai appris à vivre, à penser par moi-même » (p. 231), formation de nouveaux couples, procréation pour marquer le retour à la vie. La reconstruction psychologique peut conduire certains à éprouver la nostalgie du front où ils ont connu une expérience les ayant mené vers l'absolu et aux extrêmes limites d'eux-mêmes. D'autres se sentent étrangers au monde, croient voir leur personnalité se désagréger, s'enferment dans le silence.

La réinsertion des combattants dans la société se révèle toujours complexe, notamment pour les invalides soviétiques obligés de refouler leur expérience et de reprendre le travail. Les résistants volontaires se démobilisent eux-mêmes, mais ne peuvent oublier leur passé proche au point que quelques uns gardent leur pseudonyme du temps de la clandestinité et continuent à vénérer leurs anciens chefs.

Le retour à l'intime peut prendre une dimension tragique. Ainsi, à la fin du III^e Reich, l'effondrement des normes mises en place par le nazisme, l'épuisement nerveux, l'identification au régime, la prise de conscience des transgressions morales imputables à ce dernier, la peur de la vengeance des victimes ou de l'armée entraînent une vague de suicides, cinq fois supérieurs à la moyenne.

Ce livre réussit généralement avec bonheur à faire pénétrer le lecteur dans l'univers mental des soldats démobilisés et des civils. La finesse de l'analyse s'accorde bien avec le caractère délicat du sujet.

Ralph Schor

Delporte (Christian), Marechal (Louis), Moine (Caroline), Veyrat-Masson (Isabelle) (dir), *La Guerre après la guerre. Images et construction des imaginaires de guerre dans l'Europe du XXe siècle*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2010, 448 pages.

Dans le domaine de l'image, surabondante au XXe siècle, que reste-t-il de la culture de guerre après la guerre ? La mémoire garde-t-elle le souvenir d'événements réels ou reconstruits ? Les images authentiques possèdent-elles plus de poids que les images de fiction ? Voilà quelques unes des questions qu'un colloque tenu à Paris en 2007 a posées. Pour étayer la réflexion, les auteurs ont pris en compte la photographie, la bande dessinée, le cinéma, la télévision, les films d'actualité, les œuvres de fiction.

La première partie examine le rôle de l'image dans l'expression du traumatisme après les conflits. Les artistes transforment généralement la réalité. Le Verdun du cinéma n'est plus le Verdun de la bataille. Le journal *Vu*, tout pacifiste de gauche qu'il soit et se flattant de sélectionner les vraies images de la Grande Guerre, n'ose pas montrer au grand public les photos violentes qui pourraient raviver les plaies. Au Salon des artistes français, les sculptures commémoratives, restant dans le courant académique de la fin du XIXe siècle, se cantonnent dans le registre de l'allégorie, utilisent d'abondance la palme du martyr et l'olivier de la paix. Après la Deuxième Guerre mondiale, le film *Helf helfen*, où apparaissent des personnes faméliques, gêne le commanditaire, la Croix Rouge, qui se sent coupable de passivité face à la shoah. De même, les artistes de la RDA livrent des œuvres ambiguës qui cherchent à occulter le thème de la culpabilité allemande à l'égard du nazisme, de l'antisémitisme et des camps.

La deuxième partie est centrée sur la reconstruction et la commémoration. Plusieurs voies se dessinent. L'Italie d'après 1918, au moment de désigner le soldat inconnu, choisit comme symbole la douleur de la femme-mère, telle Marie *Mater dolorosa*. Après la deuxième guerre, les actualités cinématographiques italiennes veulent tourner la page des événements récents, effacer les responsabilités et les humiliations, programmer l'oubli ou imposer l'idée d'une guerre non voulue. Les Autrichiens reconstruisent leur identité en renouant avec leur passé prestigieux : ils donnent une large publicité iconographique au relèvement des ruines de la cathédrale de Vienne et de l'Opéra d'Etat. Le débarquement de Normandie est l'objet d'une mise en scène médiatique en France et en Allemagne pour parvenir à une interprétation consensuelle. En Turquie, la fête de la victoire ayant abouti à la proclamation de la République en 1923 demeure un rituel national que boudent seulement les journaux extrémistes, islamistes, gauchistes, kurdes.

La troisième partie, « Guerres passées conjuguées au présent », montre que la Libération constitue pour les Britanniques un grand événement historique, inspire aux Américains une réflexion sur le coût de l'action militaire et, pour les Italiens des années 1970, l'aspiration à un gouvernement d'unité nationale et une célébration du pluralisme politique. Les Soviétiques peignent les Américains en héritiers de l'Allemagne nazie : sur les caricatures, Eisenhower, Dulles, Marshall ressemblent à Hitler, tandis que Goebbels ressuscite pour donner des conseils à la CIA. Certains feuilletons télévisés anglais font de la guerre un épisode poétique ou grotesque créant un lien d'empathie avec le public. La guerre devient métaphore dans le cinéma de René Clair et d'Andrei Tarkovski qui se détache du réalisme socialiste. Les cinéastes espagnols édulcorent la représentation de la guerre civile pour effacer les gênants fantômes du passé.

La dernière partie étudie la reconstruction du passé « entre mémoire et histoire ». A la télévision, les images d'archives anoblissent la Grande Guerre pour faciliter une réconciliation franco-allemande. Dans les musées, la représentation de la mort est adoucie. La guerre d'Algérie occupe une grande place dans les médias, mais elle inspire moins un cours d'histoire qu'une œuvre d'art, une reconstruction marquant la fin des affrontements et le début de l'oubli.

Ainsi, l'image, qu'elle soit réelle ou fabriquée, façonne efficacement le regard collectif sur les guerres, modifie le souvenir, fournit des arguments aux démonstrations partisans, renforce l'identité nationale. Les chapitres du livre, de valeur inégale, clairs et éloquents, ou sombrant dans un jargon obscur, soulignent tous la force des représentations, le poids de l'image dans la perception plus ou moins objective du passé.

Ralph Schor

Garrigues (Jean), Guillaume (Sylvie), Sirinelli (Jean-François) (dir), *Comprendre la Ve République*, PUF, Paris, 2010, 554 pages.

La Ve République est née dans le contexte des Trente Glorieuses, alors que régnaient la prospérité, le plein emploi, le progrès et, après 1962, la paix. Cinquante ans plus tard, le cadre s'est fortement modifié ; le retrait du général de Gaulle, les conséquences de mai 1968, les répercussions des chocs pétroliers constituent quelques uns des facteurs qui ont entraîné des évolutions parfois importantes. Le colloque « Comprendre la Ve République », composé surtout d'historiens, de politologues et de sociologues visait à faire le point sur ces évolutions, principalement dans le domaine de l'histoire politique, sociale et culturelle.

En matière politique, il apparaît d'abord que la Ve République a rendu acceptable l'idée qu'un exécutif fort est compatible avec la République et la démocratie. Mais le passage au quinquennat faisant du président moins un arbitre qu'un chef de majorité qui, à la limite, pourrait se passer de Premier ministre, renforce la monarchie présidentielle. Le nouveau dispositif plaçant les élections législatives juste après la présidentielle rend improbable de nouvelles cohabitations. Cependant, illustration de la continuité démocratique, depuis 1958, l'exécutif n'a jamais gouverné contre la volonté de la majorité des députés.

L'ouvrage analyse l'évolution des grandes forces politiques : déclin du Parti communiste assorti cependant d'une survie de la culture communiste, permanence d'une sensibilité protestataire incarnée dans les formations extrémistes, adaptation du socialisme à une société ne recherchant pas la révolution, ambiguïtés du centre, l'avenir controversé du gaullisme saisi notamment à travers ses choix de politique internationale, efficace souplesse des libéraux, chances de la bipolarisation. Les étapes de la décentralisation sont étudiées.

Les auteurs se penchent aussi sur la crise et le déclassement salarial des classes moyennes, les fractures sociales et l'importance de l'Etat-providence, les modifications sémantiques de la « condition féminine », la concomitance d'une baisse des pratiques religieuses traditionnelles, d'une demande spirituelle et d'une résistance des institutions culturelles. Dans le même temps, la libération des mœurs, surtout dans le domaine sexuel, s'affirme. L'instrumentalisation de l'immigration, dans une société qui s'accommode mal de la diversité, est bien montrée.

Le poids des médias, la baisse du tirage des quotidiens nationaux, l'influence d'une télévision de distraction, l'intervention des politiques dans l'information inspirent des pages éclairantes. Le danger ou la revitalisation du débat public grâce au conflit d'une démocratie d'opinion, incarnée par les sondages, et d'une démocratie représentative est envisagé. D'autres développements sont consacrés au déclin du pouvoir des intellectuels, ce qui ne signifie pas une fin de l'intellectualité, aux rapports entre mémoire et identité, aux concepts de génération et de culture de masse.

L'ouvrage ne constitue pas un nouveau manuel. L'unité de conception entre les diverses contributions, unité qui n'était sans doute pas recherchée, ne règne pas. L'intérêt de cette publication se situe ailleurs. Les auteurs, tous spécialistes dans leur domaine, présentent soit un bilan des connaissances sur un point précis, soit une réflexion sur un thème et sur les méthodes pluridisciplinaires qui permettraient d'approfondir la question. Les deux approches,

mise au point et réflexion de laboratoire, se révèlent stimulantes et justifient le titre : le lecteur comprend mieux le régime et la société dans lesquels il vit.

Ralph Schor

Scagnetti (Jean-Charles), *L'Aventure scopitone, 1957-1983. Histoire des précurseurs du vidéoclip*, Autrement, collection Mémoires/Culture, Paris, 2010, 159 pages.

Le mot Scopitone, forgé à partir de racines grecques, signifie « regarder le son » et désigne de courts films musicaux, projetés surtout durant les années 1960 et 1970 dans les cafés français, européens et américains. Le premier brevet d'invention de la machine diffusant des films contre redevance fut déposé par Roland Bourg le 11 juillet 1957. L'Italie s'engagea la première sur le chemin d'une production industrielle du scopitone, présenté en 1960. L'appareil arriva aux Etats-Unis en 1962 et, sortant de son cadre distractif, intéressa aussi les prédicateurs protestants.

La France domina la production et exporta largement le scopitone. En 1963, elle totalisait 500 des 1118 appareils en exploitation dans le monde. Si l'Education nationale montra quelque intérêt pour le procédé de diffusion, celui-ci s'appliqua essentiellement dans le domaine des variétés. Gloria Lasso, première artiste à enregistrer un film, fut suivie par Annie Cordy, Jacques Hélian, Claude Luter, Fernand Raynaud, Johnny Halliday pour 19 films, même Fernandel quiregistra un improbable *Tango corse*. En 1966, les plus grands succès furent remportés par Henri Salvador, Antoine et Enrico Macias. Le catalogue en langue arabe et kabyle comprit plus de 350 titres.

Certains contemporains, observant le succès du scopitone et pariant sur son intérêt culturel, pensèrent que le procédé avait un grand avenir, pourrait s'étendre aux sketches, ce qui fut le cas, aux numéros de music-hall, à des résumés d'événements politiques et sportifs. De fait, l'élévation du niveau de vie et la présence d'un public jeune, les enfants du baby-boom, pouvaient nourrir cette analyse. En réalité, le scopitone triompha surtout de 1960 à 1969, avec plus de 1200 titres et se cantonna à la musique de variété. Des réalisateurs connus tournèrent les films, ainsi Alexandre Tarta, Claude Lelouch, Jean-Christophe Averty, François Chatel... Le style évolua rapidement grâce à la liberté de mouvement et à des tournages en décors naturels, même dans une caserne pour Frank Alamo et une pizzeria pour Dalida. Les films américains se singularisèrent par des couleurs douces et des femmes dénudées.

Quand les scopitones passèrent de mode, ils se replièrent dans les cafés maghrébins où le succès se prolongea jusqu'au milieu des années 1980. Les films tournés au Liban, en Egypte, en Tunisie, au Maroc, dans les espaces urbains français, avec ces artistes comme Rabah Driassa, Noura Salah Sadaoui, et même la grande Oum Kaltoun, illustraient la nostalgie du pays natal et la condition de l'immigré.

Jean-Charles Scagnetti, qui enseigne l'histoire à l'Université de Nice, traite avec érudition, finesse et une clarté exemplaire, un sujet original. Il offre une vue rétrospective sur un loisir populaire des Trente Glorieuses. Le scopitone illustre les goûts, les sensibilités, les styles musicaux et vestimentaires de l'époque. Ce livre montre bien la vitalité et l'intérêt multiforme de l'histoire culturelle.

Ralph Schor

Verneuil Christophe, *La France et les étrangers du milieu du XIXe siècle à nos jours*, Ellipses, Paris, 2010, 223 pages.

L'histoire de l'immigration, hier négligée, inspire aujourd'hui des études nombreuses et savantes. Ces travaux ont permis la publication de synthèses. En voici une nouvelle qui n'est pas dépourvue de mérites.

Le livre couvre la période allant de 1848, quand la République réaffirme le messianisme démocratique de la Grande Nation, à 2009, moment où l'immigration constitue un grand débat national. Le plan est très logiquement chrono-thématique et répond à toutes les questions importantes. Ainsi sont passés en revue les origines démographiques et économiques du phénomène migratoire, le refuge politique, les grands flux, la composition nationale et la répartition des étrangers dans l'espace français, la politique menée par les gouvernements successifs, avec une insistance particulière sur la nationalité, le rôle des guerres mondiales et des guerres coloniales, les principales orientations de l'opinion, les ambiguïtés de l'intégration, les problèmes de société comme la délinquance. L'une des originalités du livre est de consacrer des pages nourries à la politique extérieure de la France, ce qui permet de situer l'immigration dans le contexte des relations internationales et d'évoquer l'image que les Français se donnent d'eux-mêmes dans le concert des nations. Les crispations identitaires se trouvent présentes dans les chapitres consacrés aux ressortissants des anciennes colonies. L'auteur rappelle aussi que les juifs et les tsiganes ont été considérés comme étrangers par des groupements et des régimes racistes.

Christophe Verneuil souligne la récurrence de certains débats, du XIXe siècle à nos jours, la conjonction régulière entre prospérité et ouverture des frontières, récession et xénophobie, l'importance constante des facteurs culturels. Il montre également les évolutions et les paradoxes : le catholicisme, surtout celui des Italiens, fut souvent jugé choquant et ostentatoire au XIXe siècle ; aujourd'hui la même religion est devenue un précieux critère d'intégration pour ceux qui redoutent l'islam.

Certains choix de l'auteur peuvent être discutés : le lecteur trouvera un développement substantiel sur les enfants nés de relations, consenties ou non, entre Françaises et Allemands pendant les guerres ; mais les causes de la tuerie d'Aigues-Mortes en 1893 ou les arguments xénophobes du Front National ne sont pas mentionnés. On regrette surtout l'absence de cartes. En revanche, il faut louer la remarquable clarté de l'étude, l'habile problématisation du récit, les textes illustratifs bien choisis, la riche bibliographie. L'auteur indique en quatrième de couverture qu'il propose une synthèse « claire, accessible et courte ». Le pari est tenu. Il ajoute modestement que son livre constitue une « introduction à un sujet fondamental ». En fait, il va au-delà car il ouvre de nombreuses pistes de réflexion et offre des réponses argumentées à de nombreuses questions.

Ralph Schor